

Si vous ne parvenez pas à visualiser cet email, [cliquez ici](#).



**Auvergne
Rhône-Alpes**
Énergie Environnement

Lettre
commande
publique

ACHATS
ÉCONOMIE CIRCULAIRE
LIENS
LABELS
DÉVELOPPEMENT DURABLE

MAI 2022

INFOS DU RÉSEAU

Après 20 années d'animation du réseau, Laurent Cogérino quitte Auvergne-Rhône-Alpes Énergie Environnement (AURA-EE) et sera remplacé par [Catherine Premat](#). Elle reprend le champ de la commande publique durable et sera désormais votre interlocutrice sur ce sujet à l'agence. Le réseau poursuivra son travail et vous pourrez continuer à participer aux réunions et temps d'échanges et à bénéficier d'un accompagnement technique à la prise en compte de l'environnement dans vos marchés.

ACTUALITÉS

[Le 10 février dernier, le tribunal de l'Union européenne](#) a validé, en première instance, des critères de sélection des offres avant-gardistes dans les marchés publics. Parmi ceux-ci figurent le bien-être au travail, la diversité/égalité des chances ou encore la lutte contre le harcèlement.

[Un nouveau décret a été publié sur le risque de déforestation importée](#). L'article 272 de la loi Climat et résilience fixe aux acheteurs de l'État l'objectif de ne plus acheter de biens ayant contribué à la déforestation, à la dégradation des forêts ou des écosystèmes naturels en dehors du territoire national. Le décret n°2022-641 du 25 avril 2022 (publié au Journal officiel le 26 avril) dresse la liste des biens concernés par cette mesure (les produits, produits dérivés, produits transformés ou produits à partir des matières premières suivantes : bois, soja, huile de palme, cacao, bœuf et hévéa).

[Le Plan national pour des achats durables \(PNAD\)](#), publié par le Commissariat

général au développement durable, fixe les objectifs à atteindre d'ici 2025, soit 100 % de contrats notifiés comportant au moins une « considération environnementale » et 30% de contrats notifiés avec une « considération sociale ». Dans cet article, les experts juridiques d'Achat Solutions décrypte le PNAD, ses enjeux, ses implications, les leviers.

[Une tribune parue dans Libération le 3 mars plaide « Pour une exception alimentaire en Europe »](#). Elle a été signée par plus de 80 élus des grandes villes et territoires français. Les collectivités qui veulent proposer des repas à base de produits locaux se heurtent à l'obligation de lancer un marché public ouvert à tous les fournisseurs européens. Les signataires de la tribune demandent à créer l'équivalent d'une « exception culturelle » dans le domaine alimentaire.

PUBLICATIONS

[Le Plan national pour des achats durables 2022-2025](#) est disponible en ligne. Véritable feuille de route nationale, le PNAD entend fixer des objectifs et organiser des actions en faveur de l'achat public socialement et écologiquement responsable. Il vise aussi à fédérer l'ensemble des acteurs en charge de l'achat public.

[La DGCCRF* a publié une synthèse sur les produits reconditionnés](#), devenus familiers pour le consommateur. Cette enquête réalisée en 2020 et 2021 s'intéresse particulièrement aux pratiques en matière de vente et d'achat de téléphones mobiles et tablettes reconditionnés. * DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

[La fondation Ellen Mac Arthur a publié un guide sur la commande publique circulaire à destination des villes](#) (intitulé Circular public procurement : a framework for cities). En anglais, ce guide pédagogique vise à accompagner les référents techniques des collectivités locales pour les aider à mettre en place une démarche circulaire dans leurs marchés publics. L'ouvrage, au format numérique, comporte de nombreux exemples concrets et fait le lien vers une série de ressources (rapports, guides, etc.).

[Une foire aux questions sur le verdissement des flottes publiques de véhicules](#) a été mise en ligne par les ministères concernés (Transition écologique, Cohésion des territoires et Mer). L'objectif est d'accompagner les responsables (acheteurs de véhicules et gestionnaires de parcs) dans la mise en œuvre des nouvelles dispositions relatives à l'achat public de véhicules propres.

[« La face cachée de nos consommations – Quelles surfaces agricoles et forestières importées ? »](#) Cette étude menée par Solagro s'intéresse aux surfaces agricoles et forestières utilisées, à l'autre bout de la planète, pour produire nos biens de consommation courante. Elle présente les impacts induits de l'exploitation de ces surfaces. La France est exportatrice nette de 2,7

millions d'hectares. Néanmoins, elle reste très dépendante de certains produits d'importation dont la production nécessite une surface de 14 millions d'hectares hors de nos frontières, soit 25 % de la surface de la France. L'étude aborde aussi les leviers à mobiliser pour réduire notre empreinte importée.

[Le guide « Du commerce équitable dans ma cantine »](#) a été mis à jour par Commerce équitable France. Il s'est enrichi des évolutions liées à la loi Climat et résilience. Il s'adresse aux gestionnaires de restauration collective, aux acheteurs et aux élus, afin de les aider à mieux appréhender et maîtriser les achats issus du commerce équitable.

[Un guide des bonnes pratiques du bâtiment durable et de la commande publique](#) vient d'être édité par l'Alliance HQE-GBC France (alliance des professionnels pour un cadre de vie durable). Ce guide s'inscrit dans le cadre du [projet européen Life Level\(s\)](#). Le document, en anglais, rassemble des exemples de bonnes pratiques issues de pays de l'Union européenne et détaille trois indicateurs clés pour la commande publique durable.

[Marchés de restauration collective : un rapport parlementaire](#) de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale fait le point sur les dispositions de la loi Egalim trois ans après son entrée en vigueur. [Consulter le rapport parlementaire complet.](#)

[Une veille jurisprudentielle 2021-2022 dédiée au référé précontractuel dans les marchés publics](#) est mise à disposition, en ligne, par un cabinet d'avocats (Lafay avocat). Certaines décisions des tribunaux administratifs relatives dans cette veille portent sur la validation ou l'invalidation de critères environnementaux, sociaux ou RSE dans les marchés publics.

ÉVÉNEMENTS

[Les 3es Rencontres de l'Économie circulaire](#) auront lieu à l'**Hôtel de Région Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon) le lundi 23 mai**. Cette journée sera dédiée aux achats durables, la relation acheteurs - fournisseurs. Venez échanger avec des collectivités, des acheteurs et des entreprises engagés dans la commande publique durable.

[Des sessions de formation permettant de mieux appréhender la réglementation du développement durable dans les marchés publics](#) sont proposées par la plateforme Formation de achatpublic.com. **La prochaine session**, animée par Romain Tournereau, responsable achats de Brest métropole, aura lieu **à Paris le mardi 24 mai**.

[Dans le cadre du projet européen Life Level\(s\) dont l'objectif est la durabilité du bâtiment, l'Alliance HQE-GBC organise un cycle de conférences](#) dédié aux trois indicateurs clés à intégrer à la commande publique : l'analyse du cycle de vie,

le coût global et la qualité de l'air. **Sur inscription, les webinaires se tiendront les jeudis 2, 9 et 16 juin.**

[Le Lab' des achats publics responsables \(partenariat entre le Réseau Gesat et Achat Solutions\) organise une rencontre en ligne](#) autour de la question suivante : « quels enjeux juridiques en matière d'achats publics responsables et de RSE ? ». Animé par Frédéric Vallet, juriste Achat Solutions et Hugo Muszczak, analyste achats Réseau Gesat, **l'événement se tiendra le jeudi 16 juin de 9h à 11h.**

[Un webinaire intitulé « S'engager dans une politique d'achat public zéro déforestation »](#) est co-organisé par le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale) et le ministère de la Transition écologique. L'un des objectifs est de sensibiliser les participants au risque de déforestation importée mais aussi aux bonnes pratiques à mettre en place. **Sur inscription, l'événement se déroulera le lundi 20 juin de 15h à 16h.**

Cette lettre est réalisée par AURA-EE dans le cadre de ses travaux en faveur de la commande publique durable et du réseau RREDD.



VOUS SOUHAITEZ REJOINDRE
LE RÉSEAU RÉGIONAL
OU AVEZ BESOIN
D'UN ACCOMPAGNEMENT ?

AURA-EE peut vous aider :

- > à organiser des réunions d'information ou des formations pour vos services
- > à mettre en place une politique d'achat durable en interne
- > à rédiger vos marchés et intégrer des clauses ou des critères environnementaux

CONTACTS

[Catherine Premat](#)

[S'inscrire à la lettre](#)



**Auvergne
Rhône-Alpes**

Énergie Environnement

18 rue Gabriel Péri - 69100 Villeurbanne
Tél : 04 78 37 29 14

Avec le soutien de :



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Si vous ne souhaitez plus recevoir nos informations, vous pouvez vous [désinscrire](#).